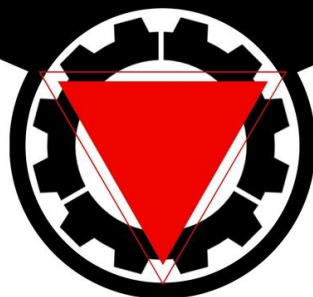


LYCEES - UNIVERSITÉS

La lutte commence !



Lycéens et lycéennes, que vaudra votre Bac ?

Bacheliers et bachelières, serez-vous traités comme du bétail ?

Etudiant et étudiantes, que vaudront vos diplômes ?

Parents, voulez-vous voir vos enfants déclassés ?

Enseignants et enseignants, deviendrez-vous des robots à notes ?

Personnels et administratifs, serez-vous les larbins d'investisseurs ?

LE CHAOS ET LA MISERE,

VOILA L'AVENIR QUE LE GOUVERNEMENT VOUS RESERVE !

Surfant sur l'échec pitoyable de Post Bac, le gouvernement mène un charge, tambour battant, contre les droits sociaux, contre l'avenir de la jeunesse, contre la situation de l'enseignement et de l'éducation. Cette bataille qui s'ouvre est cruciale : elle est la bataille pour l'avenir !

UN BACCALAUREAT SANS VALEUR.

Aujourd'hui, l'accès au Bac ne se fait pas dans les mêmes conditions. L'inégalité sociale est flagrante, la sélection est impitoyable. Cependant, dans la théorie, un Bac est équivalent à un autre Bac. Cette garantie est le fait d'un examen national, encadré, sous anonymat. Cette garantie précaire est une protection pourtant vitale.

Car le gouvernement a pour ambition de remplacer cette épreuve par un contrôle continu doublé d'un grand oral. Ce contrôle continu rassure probablement certains, mais il ouvre en réalité les portes de l'enfer.

Car le contrôle continu ouvre la voie aux variables. Comment évalue un enseignant dépend de sa personne, dépend de son appréciation, dépend de nombre de facteurs. La note est subjective et, parfois, pédagogique. Si les notes deviennent le critère d'accession au Bac, les enseignants ne sont plus que des machines à distribuer des tickets pour le show final. Chaque contrôle devient un examen, alors que le principe de l'année scolaire est d'apprendre à maîtriser les connaissances et les compétences pour se présenter à l'examen. S'il n'est plus possible d'avoir de marge de manœuvre, toute pédagogie sombre dans les oubliettes au profit du bachotage.

Tricherie, corruption et conflit sont les conséquences directe de ce mode de fonctionnement. Pressés, tenus à la gorge, les élèves chercherons à tout prix à avoir les notes maximales, quitte à quitter les sentiers de la légalité. Chaque mauvaise note devient une menace sur la poursuite d'étude, une mauvaise note n'est plus un avertissement sans frais, elle devient une déclaration de guerre face à l'avenir de l'élève.

Les lycées n'ont pas tous la même réputation. Le Bac anonyme, malgré ses faiblesses, permettait une harmonisation de la valeur de celui-ci. Sans cette étape, un Bac portera, pour le meilleur et pour le pire, le sceau de son établissement d'origine. Il deviendra subjectif. Un Bac de lycée bourgeois et un Bac de lycée populaire seront deux morceaux de papiers sans la moindre valeur en commun.

Cela ouvre la voie à des établissements d'élite, chers, réservés aux nantis, aux riches, avec des bacs portant leur sceau, mais purgeant sans merci à la moindre faille. Pour avoir un bac prestigieux, il faudra passer par le tiroir-caisse.

À l'inverse, les élèves des classes populaires, déjà stigmatisés sur le marché du travail, le seront d'autant plus en fonction de la réputation de leur établissement. Cela ouvre la voie à tout un univers de suspicion envers l'établissement. Un bac obtenu de justesse dans un lycée difficile sera synonyme de mauvais élève, mais un bac obtenu haut la main jettera le doute sur la probité des enseignants. D'ores et déjà, APB et ses appréciations posaient ces problèmes, **le nouveau Bac et Parcoursup les multiplieront au centuple !**

LA SAVEUR DES BACS : UN GOUT DOUTEUX.

Liquider les filières pour remplacer la Terminale par une "classe de maturité" dans laquelle les élèves choisissent la composition de leurs cours, cela peut paraître une excellente idée. Sauf que l'emballage camoufle un contenu nettement moins charmant.

Cette fragmentation n'a pas pour but de répondre à des intérêts pédagogiques. Elle laisse entre les mains des chefs d'établissement la possibilité de pouvoir ventiler comme bon leur semble les options proposées. Libérés de l'obligation d'entretenir des filières jugées moins prestigieuses, certains les liquideront discrètement. Cela ouvre la voie à des lycées L, des lycées ES, des lycées S; STMG ; STSS...etc. Ces lycées se feront la guerre entre eux pour capter les bons élèves, lesquels auront un Bac AAA, tandis que celui des autres aura une cote de confiance moindre.

Ces Bacs seront constitués de blocs de compétences, non de qualifications. Loin d'être un simple jeu d'appellation, la nature de ces termes est juridique. Une qualification a une valeur reconnue, quantifiable, donnant droit à un statut. Une compétence est une chose sans valeur qui sert à meubler un CV et à le faire valoir. Mais cela reste à la libre appréciation du recruteur.

PARCOURSUP OU LE REGNE DE L'ARBITRAIRE.

Admission Post-Bac avait entamé ce travail de liquidation du droit d'accès à l'enseignement supérieur. En préparant un système sélectif, autour d'un algorithme obscur, APB créait un préalable, désormais les universités n'étaient plus tenues de conserver des places pour les nouveaux arrivants. Elles en ont profité pour inscrire en catimini une sélection illégale, sur des critères académiques, et pour pouvoir installer une gestion autoritaire des flux d'étudiants, les dispatchant au cours "d'entretiens d'orientation."

Parcoursup poursuit cette logique. Désormais les conseils de classe ont le devoir impératif de commenter la question de l'accès à l'université. Ce fait est tout sauf anodin. Commenter un droit est un préalable à poser des conditions à son respect.

Parmi ces conditions, la question d'une acquisition de pré-requis est une des plus frappantes. Elle signifie donc que l'obtention du Bac n'est plus un critère en soi, mais qu'il doit s'accompagner d'une remise à niveau. Or, cette remise à niveau est une aubaine pour les écoles privées et pour quelques enseignants et enseignants sans vergogne : voilà un marché offert en cadeau. Voilà une belle manière de soutirer de l'argent aux étudiants et à leur famille, alors que les bourses elles-mêmes sont en passe d'être remplacées par des prêts bancaires.

Mais surtout, la suppression de la hiérarchisation est une bombe atomique lancée sur l'orientation. L'élève ne pose plus ses demandes, il devient une variable, un objet, une marchandise, placée dans un réservoir au sein duquel les écoles viennent se servir au gré de leurs désirs. En fait d'orientation, c'est une mise à disposition qui se fait. Il est par ailleurs magnifique de constater que le gouvernement a prévu un amendement qui garanti l'opacité de son outil. Ce vote s'est fait de manière éloquent, l'amendement ayant été titré comme décrivant une possibilité d'accès au processus d'attribution des vœux, mais contenant en fait un texte qui le rend impossible à obtenir de manière claire. **Une sorte d'aveu en demi-teinte.**

L'Université elle-même n'est pas épargnée par cette politique. Affamée par la baisse constante des budgets, elle se retrouve dans une situation où il lui est impossible de pouvoir accueillir les néo-bacheliers. Cette politique de sevrage de date pas d'hier, nous y revenons plus loin. Ses effets, en revanche, sont clairement visibles : les places se tarissent, les universités purgent entre deux semestres et elles aiguillent de forces leurs étudiants vers les places restantes, en leur faisant miroiter des débouchés qui n'existent nulle part.

Avec l'étranglement qui s'accroît, les universités sont mises en demeure de trouver d'autres manières de pouvoir faire face. L'une des solutions est celle de la hausse des frais d'inscription, que certains voudraient voir passer à 4 000 ou 5 000 €, l'autre est celle de la réduction des places et des filières.

Déjà une première rationalisation a été opérée, transformant la première année d'université en Terminale-bis, mais servant en fait de pédiluve avant l'entrée dans les études. En fonction des désirs du conseil d'administration, les aiguillages se font par une sélection informelle.

QUELS EFFETS ?

Un nouveau bac dévastateur



BAC

Sa valeur sera désormais variable en fonction du prestige de l'établissement. Un bac d'un lycée de la bourgeoisie n'aura pas la même valeur que celui délivré par un lycée qui accueille des classes populaires.

PÉDAGOGIE

Le contrôle continu est un revolver sur la tempe des élèves. C'est la fin des projets et de la pédagogie au profit de la dictature des notes.



LYCÉES

La concurrence entre lycées sera exacerbée. Les moyens financiers iront en priorité dans les lycées d'excellence, tandis que la majorité deviendront des lycées ghettos entretenant la misère sociale.

LA PURGE

La spécialisation de l'activité des lycées, lesquels ne sont plus tenus de proposer l'ensemble des filières générales. Cela entraînera la liquidation de nombre de postes. Bienvenue dans des classes de 40 élèves.



DROIT DU TRAVAIL

La variabilité de la valeur du bac le rend incompatible avec la possibilité d'être reconnu dans des conventions collectives. C'est une attaque directe contre le Code du Travail.

Refusons la réforme du Bac !

L'UNIVERSITE ET LA SELECTION.

L'an dernier, le ridicule tirage au sort a été mis en place pour pallier à ce problème de place. Ce tirage au sort n'a permis que de légitimer le fait de laisser sur le carreau des étudiants privés de places, tout en en prenant arbitrairement d'autres. Ce ridicule achevé a permis une chose : avaliser une sélection active, la rendre acceptable.

L'année qui s'ouvre est celle d'une sélection accrue, elle est celle de l'hémorragie. Elle est une année de tous les dangers, d'autant que le syndicalisme étudiant de lutte a été étrillé durant la décennie précédente.

-Lycées et Universités sont dans le même bateau.-

D'OU SORTENT CES ATTAQUES ?



SOUMETTRE AU PRIVÉ



RENTABILISER



FRAGMENTER LES STATUTS

Il existe une triple stratégie derrière ces transformations de l'enseignement secondaire et de l'université. La première est une stratégie visant à se conformer aux accords de l'OMC, stipulant que l'éducation est un marché qui se doit d'être ouvert à l'investissement privé et dans lequel la concurrence du secteur public doit être la plus réduite possible. Cette stratégie est celle de la libéralisation la plus large de l'enseignement.

Au sein des universités, elle s'est traduite par le processus de Bologne. Ce processus vise à développer des compétences élargies pour les universités, de doter les présidents et les présidentes de celles-ci de pouvoirs accrus. Elle a pour ambition de réduire le financement étatique des universités et de les pousser à nouer des partenariats avec le privé pour trouver les fonds nécessaires à son fonctionnement. Ces partenaires privés ont des places attirées dans les conseils d'administration, ce qui leur permet de peser - plus que quiconque !- sur les décisions, notamment sur la question de la masse salariale et la gestion du personnel dans le but de réduire les coûts de fonctionnement. Plus encore, elle offre la possibilité aux investisseurs de définir les maquettes des filières, de pouvoir créer leurs propres Licences ou Masters qui correspondent étroitement à leurs intérêts. Car, derrière les déclarations de principe sur l'excellence et la beauté de l'enseignement, le but d'un capitaliste reste le retour sur investissement. Cette politique s'est incarnée dans la Loi sur la Responsabilité des Universités, fortement combattue à l'époque, et désormais actée.

La politique vers les lycées n'était pas différente. En 2005, François Fillon avait été le fer de lance de la mise en place d'une politique d'autonomie des lycées. Celle-ci a avorté suite à la mobilisation massive des enseignants et enseignantes, des élèves et de l'hostilité des administrations. Mais l'idée n'a pas été détruite, elle a simplement été repoussée à plus tard. Déjà, à cette époque, les projets de nouveau bac fleurissaient. Treize ans après, l'offensive reprend de plus belle, mais face à une opposition dévastée. En fracturant davantage les situations des lycées, l'idée est d'accorder la gestion des recrutements et de la masse salariale aux chefs d'établissements, devenant "patrons" de leur lycée. L'idée est également d'individualiser les statuts des enseignants, de compter d'une manière sans-cesse accrue sur des contractuels, en somme de s'attaquer sournoisement au **statut des fonctionnaires**.

Car la deuxième stratégie est là : benchmarker les lycées et les universités. La Révision Générale des Politiques Publiques, orchestrée par Sarkozy, poursuivie par Hollande, suralimentée par Macron, a pour ambition d'évaluer et d'étalonner la performance des services publics. Cela pourrait passer pour une idée candide, mais les critères retenus sont terrifiants. L'idée est de prendre comme maître étalon la rentabilité du privé et de l'appliquer au public. Or, ce qui est concevable dans le cadre d'une entreprise capitaliste, dont le maître-mot est cette rentabilité, ne peut l'être dans le cadre d'un hôpital, d'un lycée, d'une université. Il est exigé d'atteindre un équilibre entre recettes et dépenses pour des administrations qui ne peuvent être, par définition, rentables. Cette rationalisation se traduit donc par la désertification, par le rassemblement dans des pôles concentrés, mais également pas une attaque sur les statuts des individus qui travaillent en son sein. Remplacer l'emploi public par de l'emploi précaire, voilà leur solution. La qualité passe à la trappe, de toute manière elle n'est pas éprouvée par ceux qui déterminent ces lois, lesquels ont les écoles de leur classe sociale tout comme leurs hôpitaux privés. Qu'importe si les frais d'inscription sont haussés ou si les frais de soins explosent, les banques seront ravies de prêter de l'argent. Il s'agit également d'un des bénéfices secondaires, celui de forcer à l'emprunt privé, à la place de bourses sociales moribondes.

Troisième objectif stratégique, la bataille de l'emploi. Véritable manœuvre de génie, cette opération ciblant les universités et les lycées sert de contrefort à l'offensive sur l'emploi. Fragmenter en petites filières estampillées par telle ou telle entreprise, en tel ou tel bac de telle ou telle valeur, les stratégies de ces réformes veulent également casser les conceptions collectives. L'individualisation des statuts et des situations rend leur catégorisation impossible, et donc la garantie des droits qui y sont associés tout aussi impossible. Une licence Nintendo ; un Master philosophie-Véolia, n'ont de valeur qu'aux yeux de l'entreprise sponsor. Si les désirs changent, leur valeur s'effondre. Les différentes "saveurs" de bac, croisés avec la confiance variable accordées aux établissements -à quand des agences de notation ?- débouchent sur un chaos infernal. Dans la bataille contre le Code du Travail que mène le gouvernement, c'est là un immense gain : toutes les prochaines générations seront privées de toute reconnaissance, la compétence l'emportant sur la qualification. Par rebond, ces sous-travailleurs tirent vers le bas la situation de ceux qui sont encore couverts, obligés de s'aligner sur ce nivellement par le bas.

Voilà les objectifs stratégiques que veulent atteindre les gouvernements successifs. Faire la part belle au privé, à la rentabilité, à la soumission à l'employeur.

L'ironie de la chose est que, à terme, cette politique désavantage même les capitalistes. La soumission de la recherche et de l'enseignement aux petits intérêts égoïstes et tactiques du patronat de peut déboucher, au final, que sur un enseignement amputé, amoindri, soumis et subjectif. Il ne peut déboucher que sur un effondrement des recherches non-rentables actuellement, mais porteuses à l'avenir. Il est une impasse scientifique et technologique, une illustration de la nature pourrissante du capitalisme et de l'impérialisme.

QUE FAIRE ?

Rejeter - Désobéir - Lutter !

Ne nous berçons pas d'illusions, le système scolaire connaît des vices et des défaillances graves, la sélection sociale est déjà présente dans ses gènes. Mais chaque recul l'accroît, la renforce, draine davantage vers l'échec scolaire, vers la précarité sociale. Nous ne devons pas reculer !

L'Unité Communiste de Lyon appelle les parents d'élèves à déclarer leur hostilité à cette réforme qui n'aura comme effet qu'accroître la précarité et la misère parmi les larges masses populaires. Elle appelle à condamner cette réforme, à le rejeter au loin, comme un coup de poignard dans le dos de l'avenir de la jeunesse.

Elle appelle les enseignants et le personnel administratif à empêcher le fonctionnement de cette gare de triage obscure et arbitraire. Les enseignants sont sommés d'être des agents de la sélection. Utiliser cette position pour la rendre impossible à mettre en œuvre est possible. Il suffit de répondre positivement à chaque vœux, et particulièrement à ceux qui concernent l'accès à l'université. Celui-ci est un droit, il n'a pas à être entravé.

Au final, la lutte demeure cependant ce qui décidera de l'avenir.

L'Unité Communiste de Lyon appelle les lycéens et les lycéennes à s'informer, se mobiliser, à définir les modalités de la manière dont ils envisagent le combat pour leur avenir. Elle appelle à la jonction avec les étudiants et étudiantes qui luttent également.

L'Unité Communiste de Lyon soutient les initiatives de mise en place d'Assemblées Générales, instances démocratiques de la lutte, lieu d'information, de mobilisation, de débat et de décision. Cette instance est l'instance suprême des luttes.

L'Unité Communiste de Lyon appelle à rejoindre les syndicats combattifs et à les renforcer, car l'outil syndical est une arme essentielle dans la lutte contre ces réformes.

Déjà inégalitaire, l'accès à l'éducation est un droit qui doit se défendre. L'Unité Communiste de Lyon est pour une éducation gratuite, laïque, critique et populaire. Mais il ne faut pas se laisser abuser, tant que le capitalisme est le système économique dirigeant, l'éducation sera toujours sous la coupe de la loi du marché et de l'inégalité.

**UNE GRANDE BATAILLE SE PREPARE, ELLE EST ESSENTIELLE ! SOYONS AU RENDEZ-VOUS.
SOYONS UNIS ET COMBATIFS !**

SOYONS VICTORIEUX ET VICTORIEUSES !

L'Unité Communiste de Lyon est membre des Amis de l'ICOR [Coordination internationale des partis et organisations révolutionnaires], elle est également membre de la campagne de soutien au Bataillon International du Rojava, qui combat contre les réactionnaires, les fascistes et les impérialistes, au côté du peuple Kurde et de ses alliés.

L'Unité Communiste de Lyon milite pour la construction d'un Parti Communiste révolutionnaire, capable de pouvoir servir de fer de lance contre les exploiters, contre l'Etat bourgeois, qui opprime, contre l'oppression politique et sociale. Elle lutte également, au premier chef, contre l'impérialisme français, bourreau de l'Afrique.

L'Unité Communiste de Lyon considère que la révolution socialiste est la seule méthode qui peut remettre le pouvoir entre les mains des masses populaires, dans un Etat dirigé par elles, contre les exploiters et les impérialistes. Pour l'Unité, la démocratie populaire et le monopole par le peuple des outils de production est la seule voie qui permette de répondre aux problèmes de la misère, du chômage, de la destruction de l'environnement, en liquidant la loi du profit pour la remplacer par le fait de répondre aux besoins matériels et culturels du peuple.



UNITÉ COMMUNISTE LYON

UNITECOMMUNISTE.FR

UNITE.COMMUNISTE.LYON@GMAIL.COM